

La Presse

I . La Presse. 1836-07-03.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

3 JUILLET

LA

PRESSSE

DIJON

1836

Les abonnements datent des 1 et 15 de chaque mois.

PARIS, RUE SAINT-GEORGES, N. 16.

Le prix des Annonces est fixé à 1 fr. 50 cent. la ligne.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

FRANCKFORT, 24 juin. — Le président de la diète, comte Munich-Bellinhausen, doit, dans quelques semaines, quitter notre ville pour peu de temps seulement; mais il est probable qu'avant le départ de son excellence, la diète terminera définitivement les questions actuellement en délibération, entre autres celle relative à l'évacuation de notre ville des troupes fédérales. (Gazette d'Angsboung.)

BAVIÈRE.

MUNICH, 24 juin. — Le roi Othon est de retour de Darmstadt. Par ordre du roi, on fait dans ce moment, dans toutes les paroisses de la Bavière, une quête pour les besoins de l'église catholique. On compte à Athènes 430 catholiques, non compris les volontaires allemands; et beaucoup d'émigrés de la même communion se trouvent encore à Nauplie, à Patras et à Navarin. Par un arrêté récent du pape, l'église catholique de la Morée a été placée sous la juridiction de l'évêque de Lyra. (Mercure de Souabe.)

GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES, 30 juin. — Fonds publics. — Nouvelles de bourse.

Cité, midi. — Les consolidés montrent une tendance à la hausse. C'est aujourd'hui la liquidation des valeurs étrangères; elle s'opère sans difficulté, les fluctuations pendant le dernier service ayant été très limitées. Fonds espagnol très fermes à 41 7/8, 42 1/8; passifs, 42 5/8; différé, 49 3/8. (Courier.)

Cité, 2 heures. — Fonds espagnol actif 42 1/4; passifs 42 5/8; différé 49 3/8. Les spéculateurs s'occupent presque exclusivement du règlement de leurs comptes. On croit que tout se passera bien.

Bien que les nouvelles politiques de l'Orient ne soient pas favorables, les consolidés sont en voie d'amélioration. La mallo de Malte annonce que notre escadre est revenue de croisière à Malte. (Sun.)

CHAMBRE DES LORDS.

Séance du 30 juin.

(Par voie extraordinaire.)

Lord Ellenborough présente le rapport du comité chargé d'exposer les motifs qui n'ont pas permis aux lords d'adopter le contre-amendement introduit par les communes dans le bill de réforme des corporations d'Irlande. Le noble lord donne lecture de cet exposé de motifs. Il est dit dans le préambule que les lords partagent complètement l'opinion des communes sur ce point, qu'une bonne intelligence entre les deux chambres est essentielle au bien-être de la constitution britannique.

On ajoute que toutes les fois que, cédant à l'impérieuse nécessité de l'accomplissement d'un devoir, les lords se sont vus dans l'obligation d'adopter des vues différentes de celle de la chambre des communes sur une question importante, ils ne s'y sont jamais décidés sans un vif sentiment de regret. Les lords, dit-on, désirent ardemment redresser tous les griefs fondés, et ils sont toujours prêts à donner leur assentiment à toutes les mesures raisonnables d'amélioration en faveur de quelque portion que ce soit du royaume uni. S'ils n'ont pas cru devoir adopter certaines dispositions du bill des corporations municipales pour l'Irlande, c'est qu'ils sont convaincus que ce bill, bien loin de contribuer au rétablissement de la tranquillité dans ce pays, ne ferait qu'accroître et perpétuer l'agitation. Ici l'exposé des motifs entre dans le détail des divers points sur lesquels les lords diffèrent d'opinion avec les communes, et défend les changements qu'ils ont cru devoir introduire dans cette mesure.

Ce document se termine ainsi : « Ce serait un bien vif sujet de regret pour les lords, si l'impossibilité où ils se sont trouvés d'adhérer à certaines dispositions du bill, par les motifs sus-énoncés, pouvait donner lieu à des méintelligences entre les deux branches de la législation. Mais les lords méritent encore l'espoir qu'il n'en sera point ainsi, et que cette circonstance ne troublera pas le bon accord qui a existé jusqu'ici entre les deux chambres. Ils se flattent qu'elles s'uniront pour assurer à l'Irlande des mesures de nature à lui procurer des améliorations réelles, et à accroître sa prospérité en affermissant la paix sociale et religieuse dans les cités et les villes irlandaises.

Lord Ellenborough conclut en proposant l'adoption de ce rapport.

Lord Melbourne : Après les déclarations faites précédemment par moi à l'occasion du bill dont il s'agit, je pense qu'il est superflu de dire que je n'adhère aucunement à l'exposé des motifs qui vient d'être présenté.

Je déplore profondément la marche précipitée, violente et imprudente (the hasty, rash and imprudent course) que VV. SS. se sont décidées à adopter; mais ayant précédemment manifesté hautement et à plusieurs reprises mon opinion sur la question, je ne crois pas devoir en réitérer l'expression dans cette circonstance, ni m'opposer à l'adoption du rapport. Quoi qu'il en soit, j'espère qu'il sera bien entendu de VV. SS. et du pays, que ni les nobles lords qui siègent de ce côté de la chambre, ni moi, nous n'adhérons en aucune façon à cet exposé des motifs, mais qu'au contraire nous protestons contre son contenu tout entier, et que nous en déclinons la responsabilité. (Ecoutez!)

Lord Ellenborough demande qu'il soit nommé des commissaires chargés de

soutenir la conférence avec les communes au sujet du bill de réforme des corporations municipales.

La chambre nomme à cet effet le duc de Wellington, le comte de Devon, le comte de Shaftesbury, l'évêque de Cork, lord Ellenborough, lord Whamcliffe et lord Abinger.

Les commissaires quittent immédiatement la chambre pour se rendre dans le salon de conférence.

CHAMBRE DES COMMUNES.

L'huissier de la chambre des communes donne lecture de l'exposé des motifs présenté par les lords à l'appui du rejet des contre-amendements introduits par les communes dans le bill de réforme des corporations municipales d'Irlande. La lecture de ce rapport est écoutée avec une profonde attention. Nous remarquons que les bancs de la chambre sont complètement garnis.

La lecture étant terminée, lord John Russell se lève et dit : « Il est impossible que la question s'arrange en ce moment d'une manière satisfaisante. (Ecoutez! écoutez!) En effet, le principe que les lords déclarent ne pouvoir adopter, est précisément le principe vital du bill (applaudissements), celui qui assure son efficacité et son caractère populaire. (Nouveaux applaudissements.)

Il est inutile d'entamer un nouvel examen sur ce point, car la chambre ne peut pas abandonner un principe qu'elle a si solennellement adopté. (Ecoutez!) C'est par la même raison que je crois inutile de discuter les motifs présentés par les lords. Mais je dirai que d'après cet exposé même des motifs, j'ai l'espoir qu'à une époque peu éloignée, la chambre des lords finira par se rendre à la nécessité d'accorder à l'Irlande un gouvernement municipal, populaire et permanent; cependant je regrette vivement qu'elle n'ait cru devoir dans la circonstance actuelle prendre un parti contraire. (Ecoutez!) Je le répète, si la majorité de cette chambre est soutenue par le pays, j'espère fermement que le temps viendra (dans quelques mois peut-être), où la question pourra se résoudre d'une manière satisfaisante. Si cette attente était déçue, je serais réduit à désespérer du maintien ultérieur de la constitution anglaise. (Bruyants applaudissements.)

La discussion en était là au départ du courrier.

On ne savait pas encore positivement si M. O'Connell présenterait ce soir, ainsi qu'il l'avait annoncé, sa motion relative à la réforme de la chambre des lords. Une personne bien informée nous assure avoir entendu ce matin l'illustre représentant irlandais déclarer que telle était son intention, à moins qu'il ne se présentât quelque obstacle imprévu.

ESPAGNE.

MADRID, 26 juin. — Décret royal. — « Considérant les raisons que vous m'avez exposées, et désirant que les individus de la milice nationale volontaire de Madrid qui ont accompagné le gouvernement constitutionnel jusqu'à Cadix, où ils ont donné tant de preuves de loyauté, de valeur et de patriotisme, reçoivent une décoration qui rappelle cet événement mémorable; Je décrète, au nom de mon auguste fille, ce qui suit : — Art. 1er. Les individus désignés ci-dessus pourront porter la décoration dont le modèle est joint au présent décret. — Art. 2. Cette décoration portera les deux inscriptions suivantes : Isabelle II, à la M. N. de Cadix; et Ile de Cadix 1825. — 3. Une commission composée de membres de la milice nationale de Madrid recevra les demandes et les transmettra au ministre de l'intérieur, qui expédiera les diplômes aux ayants-droit. — Art. 4. Je me réserve d'accorder cette même décoration aux miliciens nationaux d'autres villes, qui prouveront qu'ils ont abandonné leurs foyers pour défendre le gouvernement constitutionnel. — Fait au Prado, le 25 juin 1836. — Au duc de Rivas. »

Ce soir le général Montes, nommé capitaine-général de l'Aragon, est parti pour sa destination. Le général Horia et d'autres officiers d'état-major l'accompagnent. Il est chargé de réunir toutes les troupes que le gouvernement a placées sous son commandement et de poursuivre avec la plus grande activité les factieux de l'Aragon et de la Valence, qui menacent à un si haut degré la tranquillité de ces deux provinces. Nous espérons que le général Montes comprendra l'importance de sa mission, et qu'il adoptera toutes les mesures nécessaires pour répondre à la confiance de S. M., et dissiper les soupçons qu'auraient pu conserver les amis du trône d'Isabelle et de la liberté. (Echo.)

On dit que le général Evans a reçu l'ordre de ne faire aucun mouvement sérieux contre les factieux avant que le général en chef n'ait commencé à agir de son côté.

On annonce la capture sur la côte de Cantabrie d'une frégate sous pavillon français chargée de munitions et de provisions pour les factieux. (Idem.)

Le capitaine-général de l'Estramadure a transmis au ministre de la guerre, sous la date du 20 juin, le bulletin que le commandant-général de la ligne de la Manche, colonel Flintar, lui a adressé sur l'affaire du Bodonal. Le colonel considère les résultats de cette affaire comme très importants, parce que les factieux frappés de terreur se sont dissimulés en petits groupes qui ne parviennent pas à se réunir, si les colonnes de la Manche les poursuivent dans les montagnes, et si les détachements auxquels il a donné l'ordre de les chercher remplissent leur devoir. (Echo.)

Les audiences publiques de S. M. la reine régente continuent à être aussi

brillantes que suivies. Parmi les personnages de distinction présentés à la reine dans sa dernière audience, étaient D. J. Lezana, fondateur des lignes télégraphiques des résidences royales; et les généraux Sevane et Chacon.

Les expressions manquent pour rendre l'enthousiasme déployé par les recrues des jeunes soldats à peine incorporés dans le deuxième léger, mû par une correspondance de Bilbao. Ils ont chargé à la baïonnette un des bataillons d'élite des factieux.

ELECTIONS. — Les journaux s'occupent tous des élections qui se préparent; la Revista engage le gouvernement à ne présenter comme candidats aux districts électoraux que les hommes qui offrent le plus de garanties morales. Voilà les candidats dont il faut offrir la liste aux électeurs; ils désignent déjà dans leurs consciences, et ils ne manqueraient pas de ratifier les choix du gouvernement d'accord avec leurs propres choix.

Le Libéral voudrait que l'on fût très sobre de noms de candidats à inscrire sur les listes électorales. Il ne faut dans chaque province que présenter les capacités vraiment notables. Silence et vertu, tels doivent être les titres principaux des aspirants à la députation.

Le système de publicité et de franchise, dit la Loi, adopté par le gouvernement de S. M., et auquel ses agents et provinciaux se montrent fidèles, saura déjouer les trames criminelles. Grâce à la conduite libérale de ce ministère prétendu rétrograde, qui, en agissant ainsi qu'il le fait, s'honore et sert les intérêts du pays, les factions n'atteindront pas désormais cette influence légale dont elles jouissaient sous une administration progressive. La discussion des titres des candidats doit surtout être libre. Honneur à la conduite des gouvernements civils de Burgos et d'Avila, qui ont parfaitement compris ce besoin de l'époque.

BAYONNE, 28 juin. — (Correspondance particulière.) On est encore ici sans détails sur les suites de l'attaque tentée le 24 par les troupes carlistes, sous les ordres du général Garcia, contre la ligne chrétienne de Valcarlos. Ce qui paraît positif, c'est que, dans cette première journée, la ligne a été réellement brisée au village de Larraroga, mais on n'a pas d'autres nouvelles. — Le bruit se répand seulement que le baron de Keer aurait été battu et aurait eu 400 blessés dont 15 officiers; d'autres versions portent même le nombre de ses morts et blessés à plus de 800 hommes, et on y ajoute qu'on a dû encore se battre avant-hier 26. Il est positif que le général Cordova est parti le 25 de Vittoria à la tête d'une colonne d'infanterie et de cavalerie avec six pièces de 12, et que bientôt après il a été suivi par une autre colonne d'égale force commandée par Rivo, et successivement par 500 chevaux. Cette force marche par la Ouardia (Rioxa) dans la direction de Logrono, probablement pour entrer en Navarre.

Les Anglo-christinos sont toujours immobiles dans les lignes de Saint-Sébastien et du Passage, malgré leur immense supériorité numérique dans ce moment.

Une lettre de Vittoria, du 21, porte que les chefs carlistes Villalobos et Arroyo, de concert, se seraient emparés de la ville de Palencia (Castille). Elle porte, en outre qu'au retour du général Cordova, on venait d'apprendre que M. de Villeharcq, sous-chef d'état-major, et M. Bois-le-Comte, aide-de-camp du général Harispe, venaient d'être décorés de la croix de l'ordre de Charles III par la reine Christine, en récompense des bons services rendus à sa cause.

FRANCE.

PARIS, 3 JUILLET.

Contre les hommes fatigués des déplorables conflits du dernier demi-siècle, et convaincus par l'expérience que le ralliement des intérêts ne sortira jamais de toutes ces victoires sanglantes, qui ne les ramèneront qu'à de nouveaux combats; cercle vicieux dont il est temps de chercher l'issue; contre ces hommes qui, de jour en jour, s'éloignent de la lice des partis afin de ne plus en entendre les clameurs, mais avec la résolution de rencontrer la nuance où doivent se fondre tôt ou tard les couleurs de tous les drapeaux, un reproche circule, plus superficiel que juste, et que nous nous félicitons par conséquent d'avoir à cœur de mériter. Ce ne sera pas toutefois sans consentir vis-à-vis de ceux qui le proposent, et dont nous discuterons ailleurs les lumières, à l'examen précis et loyal de certaines qualifications que l'on répète à satiété comme une flétrissure, et que notre conscience adopte sans discussion comme un titre qui, tout bien considéré, nous assigne dans le monde une mission grave et religieuse. Nous n'acceptons pas le dédain étourdi de ceux qui

FEUILLETON.

DE LA TRAGÉDIE ARISTOCRATIQUE, DE LA COMÉDIE BOURGEOISE, ET DU DRAME POPULAIRE.

La comédie et la tragédie, la royauté et le peuple, offrent dans leurs rapports littéraires et dans leurs relations politiques un singulier rapprochement que personne n'a fait encore, du moins à ce que nous croyons.

La comédie et la tragédie forment deux œuvres parfaitement distinctes.

La royauté et le peuple représentaient deux castes entièrement séparés.

Le péristyle de la tragédie était fermé à la comédie;

Le sanctuaire de la royauté était interdit au peuple.

La tragédie pleurait les malheurs royaux;

La comédie riait des ridicules bourgeois.

Dans la tragédie, le peuple ne possédait aucune influence personnelle à cause de son infime position;

Dans la comédie, la royauté restait derrière la toile, de peur de compromettre sa haute dignité.

C'est qu'il y avait alors entre la royauté et le peuple un abîme que n'avait pu combler Richelieu, quoiqu'il y eût jeté la noblesse de François Ier.

C'est à Corneille que remonte en France la fondation réelle de la tragédie : enfant sous Henri IV, homme sous Louis XIII, vieillard sous Louis XIV, il entendit les derniers rugissements de la Ligue, vit naître et mourir la Fronde, fut témoin du duel de la grande seigneurie et du cardinal duc, vit tomber les têtes de Bouteville, de Montmorency et de Cinq-Mars, et prit à ce spectacle un grand doute de l'infailibilité royale.

C'est à ce doute que nous devons le monologue d'Auguste; mais là s'arrête sa faible opposition contre la royauté, et jamais il ne se permet d'introduire en sa présence que des princes, des seigneurs et des gentilshommes qui aient eu le droit de monter dans les carrosses ou d'assister au petit lever.

Ainsi, dans le Cid, tout est noble de grande noblesse, depuis don Fernand jusqu'à don Alonso; et pas un montagnard pélagien ne descend des Asturies, couvert de sa peau de mouton et de son manteau bariole, pour répondre à l'appel de Rodrigue.

Dans les Horaces, le vieux père est chevalier romain, et Curia gentilhomme d'Albe; Harcan et Proculus sont des guerriers; quant au peuple, dont les destinées se jouent aux fosses Clélie, c'est vainement qu'on cherche à entendre ses cris de terreur ou de joie se mêler à l'hémistiche sublime du vieil Horace.

Dans Cinna, dont la conspiration est toute populaire, trois affranchis se sont glissés à la faveur de leur vieil esclavage; mais pas un citoyen n'est admis à l'honneur de conspirer, en face du public, contre César-Octave.

Polyeucte, qui meurt martyr d'une religion dont le chef est né sur la paille d'une crèche, est seigneur arménien et gendre de Félix.

Enfin Cléopâtre s'empoisonne en présence de Rodogune, sœur de roi, d'Antiochus, fils de reine, et de Timagène, gouverneur des héritiers de la couronne.

Quant à Racine, l'époque à laquelle il arrive est l'heure culminante de la royauté. Louis XIV avait trouvé son trône posé si carrément sur la France nivelée, que, tout enfant qu'il était, il y monta sans trébucher. Cela lui fit penser qu'il avait le génie du despotisme, tandis qu'il n'en avait que l'éducation : il se crut fort parce qu'il était absolu. Certain que la grande seigneurie n'existait plus parce qu'il avait hérité d'elle, il croyait que le peuple n'existait pas encore, parce qu'il ne l'entendait pas murmurer. Quant au parlement, qui était censé le représenter, ce n'était, à l'avis du vainqueur de la Hollande, qu'une espèce d'écurie dans laquelle un roi pouvait entrer avec des bottes et un fouet.

Aussi faut-il voir dans quelle honorable compagnie Racine place ses rois grecs, ses empereurs romains et ses pontifes hébreux. L'éclatante d'Argos, de Rome et de Jérusalem est modelée sur celle de Versailles, et tous les personnages de ses tragédies ont fait leurs preuves généalogiques. Parmi ces personnages, Arcas seul est de naissance incertaine; mais, à la manière dont il parle, on reconnaît bientôt que c'est pour le moins le bâtard de quelque valet de chambre d'Agamemnon. Quant au peuple, il en est encore moins question que chez Corneille. C'est que Louis XIV n'en soupçonne pas même l'existence, et qu'il n'y croira qu'en l'entendant chanter autour de son cercueil et danser sur sa tombe.

Le duc d'Orléans succède à Louis XIV; la régence répand son fumier sur le royaume, et l'aristocratie sort de terre : née dans les orgies de Mousaux, elle grandit dans les débauches du Parc-aux-Cerfs, et s'use dans les intrigues de l'Oeil-de-Bœuf. Le peuple, qui lui voit parcourir les rues de Paris, les jambes avinées, les joues pâles et la bourse vide, regarde dédaigneusement passer cette grande descende de Versailles; tandis que la philosophie, qui commence à s'apercevoir que le carnaval de la noblesse touche à sa fin, poursuit de ses huées, de ses sifflets et de ses rires tous ces valets déguisés en grands seigneurs.

Cependant la royauté inspire encore quelque crainte à défaut de respect. Voltaire la flatte d'un main et l'égratigne de l'autre : ses personnages commencent à s'inquiéter du peuple, à agir en son nom, à s'occuper de ses affaires; mais quant à lui il n'en demeure pas moins une abstraction théâtrale, une espèce d'X dramatique, qu'on entend gronder de loin comme le lion et l'océan, mais qui, consignés dans la coulisse, n'ose point encore, comme le peuple de Schakspeare, boire dans les cabarets de Londres, faire tapage dans les rues de Venise, ou délibérer sur les places publiques de Rome.

Ce fut donc Beaumarchais qui, à ce que nous croyons, introduisit le premier le peuple sur la scène française, dans la personne de Figaro. Mais ce peuple était encore celui de 1784, toléré plutôt que reconnu, que tout attaque et que rien ne protège; espèce de base cachée sous terre, et sur laquelle pèse tout l'édifice social; fondements de pierres qui supportent un palais de marbre.

Aussi voyez comme Beaumarchais a doué Figaro de toutes les ressources du faible; agilité, mensonge et ruse; voyez comme il l'a fait féroce, singe et renard; voyez comme il lui a donné, afin qu'il parvienne seulement à satisfaire les premiers besoins de l'existence, plus de génie que Dieu n'en a départi au roi Louis XVI pour soutenir la plus vieille dynastie de l'Europe, et gouverner le plus noble royaume du monde. Dans l'un, tout est fertilité, sève, verdure; dans l'autre, tout est stérilité, faiblesse, décrépitude : c'est que le peuple commençait à naître, et les rois à mourir.

Quant nous disons à naître, ce n'est point comme corps organique, nous avons trop étudié ses différentes phases pour commettre une pa-

se posent comme nos juges, et nous avons foi dans nos convictions parce qu'elles ne sont hostiles à personne.

D'abord on a fait des *utilitaires* une secte d'intrigants sociaux; puis, modifiant cet arrêt, on les a regardés comme des charlatans et des rêveurs; et cela n'a pas empêché (notez-le) qu'après les jours de crise et de malentendus, la lassitude et la raison n'aient constamment ramené les peuples et les gouvernements vers les utilitaires. Au moment que les améliorations positives, dont ils s'étaient institués les propagateurs, ont largement étendu leurs racines dans le sol. La méfiance et la moquerie sont à nos yeux d'assez tristes dispositions pour écouter dignement et pour comprendre. Sauf à ce qu'on ne les admette dans l'intimité des familles qu'après le plus ample informé, nous réclamons pour nos idées l'hospitalité, que l'on n'a pas refusée jusqu'à ce jour à des idées beaucoup moins pacifiques.

En désespoir de cause, on nous a taxés de matérialisme, sans doute parce que, rencontrant de toutes parts les factions aux prises sur un nombre infini de questions métaphysiques, vaines ou obscures, et qui conduisaient tout droit à des milliers de solutions divergentes, les utilitaires se sont détournés des papiers et des controverses politiques pour favoriser spécialement les investigations de l'industrialisme et les tentatives de la grande propriété en faveur de l'agriculture. Matérialisme, soit! Là, cependant, dans ces investigations, dans ces tentatives, pour quiconque veut observer ayant de répondre, et méditer avant de conclure, se devinent déjà et se coalisent les germes de cet avenir dont tout le monde parle autour de nous; les uns, en cédant à la seule exaltation de l'espérance, et parce qu'ils en ont le pressentiment; les autres, en s'interrogeant avec calme, et parce qu'ils veulent au préalable en conquérir l'intelligence.

L'avenir pour nous, qu'on se le dise enfin, n'est pas plus une parole en l'air enveloppée de ténèbres que la borne hypothétique d'un voyage entrepris sur des suppositions aventureuses, on même la prime d'une mise de sang à la loterie des révolutions. Nous croyons à l'avenir, parce que nous en voyons les riches éléments éparpillés sur le globe, et que nous sommes à même de les énumérer; nous y croyons, parce que les dernières créations de l'humanité nous semblent un pronostic pour des créations plus belles encore, et aussi parce que la science, après avoir démontré victorieusement que Dieu ne se trouvait en défaut dans aucune partie de son œuvre immense, s'attache enfin à résoudre le problème de l'association, avec la certitude qu'il doit résulter d'une loi supérieure aux législations passagères de l'homme; et vers laquelle chacun de nous se sent entraîné pour se mettre en harmonie dans le plan général des êtres. De toutes parts, on prononce le mot d'association, non plus seulement au point de vue fractionnaire, mais largement, et comme un poète populaire l'a formulé dans son riche instinct en prophétisant la sainte alliance des peuples.

La France, vers laquelle convergent les yeux des divers peuples du monde, peut, sur cette question, comme sur toute autre, prendre glorieusement l'initiative. Non, nous ne manquons pas d'enthousiasme. Nous croyons fermement qu'un noble avenir est la destinée du genre humain, parce que toutes ses facultés y tendent sans relâche, et que cette impérissable tendance en est le gage et la révélation. A ceux qui nous taxent de matérialisme, il ne nous serait peut-être pas si difficile qu'ils le pensent d'indiquer à quelles sources fécondes ils pourraient régénérer la poésie réduite à l'immoralité de l'art pour l'art; les âmes que gagne la fatigue et qui se laissent aller au suicide, âmes d'élite pour le plus grand nombre, et l'esprit religieux qui, ne sachant plus que faire de son amour, se prend de la fantaisie de sonner le tocsin. Pour nous, le genre humain touche à son adolescence, après avoir passé par les crises du premier âge, et le développement laborieux de ses moyens définitifs de puissance. Les idées universelles gravitent vers la paix. A la vue des ruines semées autour de nous par les partis, ruines converties de rochers, et tout en avouant que leurs passions ont été sublimes, puisque cet enthousiasme, bien que fatal et subver-

sif, nous a fait tressaillir à l'unisson; nous restons ferme dans une pensée consolante, c'est que l'on peut utiliser ces énergies qui s'égarent, et qui, pour leur malheur et le nôtre, dépensent des forces qu'un meilleur emploi tournerait au bonheur de tous. Lorsque nous plaçons la main sur notre cœur, nous le sentons battre d'espérance et non de désespoir; et peut-être même est-ce à nous de parler au suicide pour le désarmer, car il y a de l'étoffe dans les hommes qui se tuent, et nous ne trainerons pas avec lâcheté sur la claie ces âmes lasses d'errer sans but dans la vie; nous leur montrerons le but.

Enfin, malgré l'apparente léthargie des croyances, nous avons la certitude qu'un travail latent se passe au fond de tous les cultes, sortis d'ailleurs d'une commune origine, fils d'une seule mère. Si l'on s'obstine à voir de la sécheresse dans ces idées, qu'avons-nous à dire?... Mais nous ne caresserons jamais dans son délire ce mysticisme fougueux qui repousse dédaigneusement le soin des intérêts matériels, qui n'en est pas encore à reconnaître que le bien-être, parmi les hommes, est la base la plus sûre de leur moralité, qui persiste à placer dans l'isolement la question des principes, pour la faire prévaloir en négligeant par impuissance la question des individualités: l'humanité est le premier principe; il résume tout. Nous avons vu les révolutions, l'épée à la main; elles n'ont pas vaincu l'indigence. Au lieu de défricher les déserts pour donner de l'espace aux multitudes, elles ont décimé les populations qui demandaient du travail et du pain, et nous aimons mieux, pour notre compte, introduire une amélioration de plus dans la culture qu'un nouveau germe de discord dans la politique.

Jusqu'à ce jour, le journalisme, ne poursuivant qu'une œuvre de fractionnement, a mis l'anarchie dans les pensées, car il a subordonné les besoins sur lesquels tous les hommes pouvaient s'entendre à des mots intelligents qui propageaient la divergence. Si, dans les effervescences de la lutte et dans les rancunes de la défaite, les factions hostiles ont groupé des auxiliaires en foule autour de leur drapeau, grâce à Dieu, ces coalitions de la haine s'éparpillent, leur esprit se meurt, et la lassitude pénètre dans les cerveaux déabusés. Sans doute, quelques fortunes particulières ont profité de l'exploitation des ressentiments; mais la fortune générale a toujours oscillé sans rencontrer son niveau. Le bien-être ne s'est pas constitué sur un plan fixe; et tous les partis, généreux en promesses tant qu'il s'agissait de pousser à la victoire, bientôt après, et à leur tour harcelés par les vaincus, d'abord préoccupés des rêves qui devaient leur faciliter l'escalade du pouvoir, puis de la conservation de ce pouvoir, lorsqu'on les sommait de tenter sur le champ des réalisations. Les partis, disons-nous, se sont nués réciproquement l'un à l'autre, et mis au-dessous de leurs programmes. L'avenir n'est donc pas dans ces partis haletants, et qui tour à tour s'excluent; il se trouve au-dessus d'eux, dans une sphère dont la circonférence doit les envelopper tous.

L'œuvre actuelle est de fonder la commune et l'unité; d'équilibrer dans une répartition sincère l'industrie et la consommation, de ne plus livrer la guerre qu'à l'indigence, aux déserts, à l'isolement social, nos plus constants ennemis; par une meilleure constitution du travail, en faisant converger tous les efforts vers un but commun sur la base d'une association où tous les intérêts, si variés qu'ils soient, deviennent solidaires. Tout au rebours d'une politique trop fidèlement suivie jusqu'à ce jour, nous voulons que l'on songe à satisfaire le besoin de la matière, parce que c'est le moyen de délivrer l'âme; nous voulons que l'on attende la moralité des hommes du plus large développement de leur bien-être.

Si ce projet peut s'appeler une croisade, c'est une croisade contre le mal et le malheur. Arborons sur notre drapeau: Dieu le veut! Et maintenant il nous reste à dire pourquoi nous avons personnellement quelque foi dans les bonnes intentions du tiers-parti, qui vient de se plonger dans le pouvoir pour s'y perdre,

gagné par ses mille victoires, a ouvert les portes de Paris à la charte, et non à la royauté. C'est qu'il a conquis des lois, non seulement défensives, mais offensives; c'est qu'il sait que trois voix de majorité lui suffisent pour renverser un ministère, et trois jours de soleil pour chasser une dynastie.

Maintenant rappelons une chose: c'est que Beaumarchais, après le succès de sa *Folle Journée*, avait obtenu de Louis XVI un privilège en vertu duquel il fit bâtir une salle de spectacle (1). Du jour où l'auteur de *Figaro* en fit l'ouverture, assis sur un siège élevé, du haut duquel il dominait l'orchestre et le parterre, afin de mieux satisfaire à l'admiration ou la curiosité, la scène française put entrevoir son émancipation; car jusqu'alors les pièces avaient été jouées d'abord à la cour, et ensuite à la ville; les succès descendaient donc de la royauté au peuple; mais à compter de cette heure, les pièces furent jouées à la ville avant d'être jouées à la cour, et les succès montèrent du peuple à la royauté. Peut-être commençait-il par lui imposer son opinion littéraire, pour l'habituer à obéir à sa volonté politique.

C'est dans cette situation que nous avons trouvé le peuple et la royauté, la comédie et la tragédie: rapprochés l'un de l'autre, forts l'un par l'autre, impuissants l'un sans l'autre; la nation ayant conquis sa liberté civile, et le théâtre prêt à conquérir sa liberté littéraire: cette fois la politique reconnaissante avait frayé la route de l'art.

Le peuple avait tout employé, depuis la ruse du renard jusqu'à la force du lion; et il avait tout goûté, depuis l'intrigue jusqu'à la puissance; il avait dit successivement: Je prie, — je propose, et — je veux. Il n'ignorait plus combien les affaires privées ont d'influence sur les affaires publiques et à quel point la famille réagit sur la société; il avait vu sortir de ses rangs des traitres et des martyrs, des soldats et des généraux, des laboureurs et des rois; il avait eu ses Mirabeau et ses Bailly, ses La Tour d'Auvergne et ses Montebello, ses Courier et ses Bernadotte; il avait fait et défait les royautes, mis les couronnes au moule et au creuset; il avait appris comment on ouvre les portes du Louvre et des Tuileries quand elles

sont fermées: il avait deviné que l'on peut se passer du mot d'ordre avec le mot de liberté; il savait de combien de planches se composent un trône et un échafaud; il avait mesuré ce qu'il faut de velours rouge pour couvrir l'un, et de drap noir pour tendre l'autre; enfin il avait le secret de toutes choses, comme les puissances du bien et du mal, comme Satan et Dieu.

Il se trouva donc étrangement surpris lorsqu'il vit s'ouvrir des palais dans lesquels il lui était défendu d'entrer, régner des dynasties qu'il n'avait point reconnues, s'accomplir des révolutions auxquelles il n'avait pas pris part. Il commença par sourire dédaigneusement, écouta quelque temps avec impatience, et finit par crier de sa place: «Ce n'est point ainsi que les événements se préparent, mûrissent et tombent; donnez-nous autre chose.»

A cette voix les jeunes gens ouvrirent les yeux et les vieillards se hochèrent les oreilles; — quant à la masse, elle attendit.

C'est qu'il est des préjugés d'enfance que l'on prend pour une croyance sainte; des autels dont les dieux se sont envolés, et où l'on continue d'adorer la présence réelle; des idolâtries folles dont on s'est fait une religion raisonnée. Le respect qu'on avait pour Molière, Corneille et Racine fut quelque temps encore exploité par leurs prétendus successeurs; les prêtres continuèrent de desservir le dieu, afin de vivre des frais du culte.

Q'arriva-t-il? Les temples devinrent déserts, et on parla de les fermer. C'est alors que se présentèrent les missionnaires de la religion nouvelle; Schakspeare leur avait légué son évangile, et ils venaient pauvres et nus, comme les premiers apôtres, semer la parole du maître. Les voltairiens demandèrent que l'on crucifiât saint Pierre, et que l'on perdît saint Paul; heureusement nous vivions sous un Claude, et non pas sous un Néron.

La religion nouvelle ne s'en renferma pas moins pendant quelques temps dans les catacombes du génie; enfin elle en sortit proposant un défi qui devait décider entre le vrai et le faux Dieu. Saint Pierre et Simon-le-Magicien essayèrent de voler; Simon-le-Magicien tomba la tête la première sur le théâtre de la rue Richelieu et se brisa le crâne; il est juste de dire qu'il avait une aile qui s'appelait Clovis, et l'autre Sigismond de Bourgogne.

et que nous n'apercevons plus même à la surface. Où donc est maintenant le tiers-parti? J'entends le nom, je cherche la chose. Par la seule impulsion de ses antécédents, et parce qu'il ne disputait pas contre la nécessité d'agir sur les rouages de la mécanique sociale, tandis que d'autres mettaient leur génie à les paralyser, il nous semblait que ce parti, conciliateur de fait, devait poser au moins les prémisses de la question dont il est urgent de prendre l'initiative. Il devait rallier les esprits généreux, il le pouvait; les esprits généreux attendent encore. Il pouvait dominer, il est dominé. Avec les doctrinaires il n'y avait au moins rien d'équivoque: ils criaient: — Halte! ils fatiguaient leur intrépidité à nous tenir au repos; et s'ils irritaient l'activité nationale, ils s'engageaient à nous préserver de l'anarchie des rues. L'anarchie s'est réfugiée dans les idées. Que l'on y songe! Les hommes qui veulent le bien acceptent volontiers les dominations franches et qui se meuvent. Les noms d'Henri IV et de Napoléon ne constituent pas pour nous des essences purement arbitraires quand nous voyons les multitudes vibrer à leur unisson. Ces magnifiques despotismes sont les bienvenus, et nous serions honteux pour le gouvernement représentatif de le voir s'anéantir devant lui-même au moment de se posséder, et déroger à son institution en osant moins par l'activité libre et continue qui fait sa force, que ces volontés absolues dont la verve méritait les applaudissements contemporains.

Nous ne voulons pas désespérer du mode représentatif, si mal attaqué, si mal défendu. Loin de là, nous y voyons un levier puissant lorsque, loin de s'en servir dans une pensée rétrécie et qui lésine, on le met en jeu dans une pensée de haute économie sociale; lorsque, entre opposition et gouvernement, on ne s'en fait pas une occasion de petites défiances réciproques et d'hostilités de bas aloi, mais lorsqu'on va, le front découvert, aux questions fortes et généreuses. Le tiers-parti n'étant plus rien (on n'ose chercher pourquoi), prenant à cœur de faire le mort, se tenant à l'ombre des paravents dans les bureaux d'on ne sait quels ministères, où l'on n'ira pas le chercher; rêvant au lieu d'agir, comme s'il avait attendu le pouvoir pour savoir nettement ce que c'est, nous ne ferons plus la faute de compter sur quelques hommes triés dans une fraction isolée de la chambre. Nous acceptons l'impuissance du tiers-parti, comme il paraît l'accepter lui-même. Cette inertie peut être de la bonne foi; et parmi les franchises qui tranchent sur les fractions exclusives qui s'en détachent pour se rapprocher par l'estime, qui croient à l'avenir, qui comprennent que les révolutions n'ont pas soulevé des projets de géant pour la satisfaction imperceptible de quelques talents médiocres dans leur ambition et dans leur portée; parmi tous ceux enfin qui feront prédominer de concert l'examen de ralliement des intérêts sur le fanatisme et la fumée des divergences, nous appellerons à nous le groupe des supériorités prêtes à fondre tous les problèmes dans ce seul problème, comme Dieu fond les sept rayons primitifs dans un rayon.

Après les expédients parlementaires de M. Thiers à la tribune pour contenter tout le monde, après les satisfactions données par des phrases, viennent les tentatives essayées par les places. Après les promesses au tiers-parti, viennent les propositions aux doctrinaires; au tiers-parti et à la gauche, les fonctions secondaires. On attend depuis si long-temps de ce côté, et on s'est tant lassé à attendre, que l'on se contente de peu.

Au tiers-parti, M. Thiers avait ouvert le conseil d'état; sur la liste des pairs dont nous avons parlé, le tiers-parti occupe une grande place. Mais le conseil d'état et même la pairie ne pouvaient être du gré des doctrinaires. Ils ont trop vécu dans les suprêmes régions du pouvoir pour se tenir dans des régions moindres. Retourner du ministère au conseil d'état serait descendre; entrer à la pairie serait s'abandonner comme système gouvernemental; faire entrer à la pairie les doctrinaires, ce serait, pour rappeler un mot de M. Rœderer, que l'empereur Napoléon fit passer du ministère au sénat conservateur, les envoyer *ad patres*.

Donc, pour répondre aux exigences des représentants de la doctrine, M. Thiers a fait effort. M. Thiers a pensé que ce serait pour lui ville gagnée s'il absorbait, comme il dit, les principaux de ses anciens collègues. Les finances avaient été offertes à

réelle émeute, — mais comme puissance organisée. Aussi dans la pièce comme dans le gouvernement, rien ne se fait plus sans lui, et tout commence à se faire par lui: à chaque instant le comte Almaviva, trébuchant d'embaras en embaras, appelle Figaro à son secours, comme Louis XVI appellera bientôt le tiers-état au sien; et le tiers-état viendra en aide à son roi, comme Figaro est venu en aide à son maître; mais les services mêmes que le peuple et le valet vont rendre leur donneront à tous deux la mesure de leur importance et de leur force.

Aussi, en 1800, retrouvons-nous Figaro à la cour des ducs de Bragança; seulement il a changé de nom, s'appelle Pinto, et au lieu d'une pupille à souffler à un jeune tuteur, c'est une couronne qu'il entreprend d'arracher à une vieille dynastie. Figaro a fait, comme vous le voyez, un grand pas dans la société comme sur la scène; des affaires privées, il a passé aux affaires publiques. Autrefois il intriguait, aujourd'hui il conspire.

C'est que dans l'intervalle de 1784 à 1800, un événement terrible s'est accompli, c'est que Dieu a permis un de ces grands enseignements historiques dont le monde n'a encore donné que deux exemples: l'échafaud de Charles Stuart a passé de la fenêtre du palais de White-Hall à la place de la Révolution; un peuple tout entier, assemblé en tribunal, a été en jury, a déclaré, sur son âme et conscience, que Louis XVI a commis le crime de lèse-nation, qui entraîne la peine de mort, et le roi de France a eu la tête tranchée par un bourreau qui avait le visage décomposé.

En 1805, nous retrouvons le peuple au théâtre: c'est Licinius qui nous le représente dans *Sylla*; mais cette fois, ce n'est plus l'intrigant de 1784, ni le conspirateur de 1800, c'est le tribun qui pose sa puissance à la source populaire, parle en face au dictateur, et qui, sûr de sa puissance, se croise les bras en disant:

«Je n'ai qu'à dire un mot: ce temple est envahi;»

«Le peuple est maître à Rome et veut être obéi.»

(1) Elle était située à peu près à la même place, où s'élève aujourd'hui le théâtre Saint-Antoine.

M. Duchatel, comme on sait, mais il n'y avait pas d'apparence que M. Duchatel consentit à remplacer M. d'Argout autrement que de concert avec M. Guizot, en qui la doctrine se personnifie. D'une part, M. Duchatel acceptant seul, morcelait et affaiblissait son opinion; d'autre part, M. Thiers, en ouvrant à deux ou plusieurs doctrines les portes du ministère, faisait plus qu'une concession; il annihilait la journée du 22 février, il se perdait aux yeux du tiers-parti. On aborda de front la difficulté. L'ambassade en Angleterre, cette haute position qui ne fait déroger personne, fut offerte à M. Guizot. Déjà il avait été arrêté que l'on ferait l'ambassadeur actuel maréchal de France. Que fera M. Guizot? Voici quel est, dit-on, l'état de la négociation. M. Guizot se défend de toute pensée ambitieuse. La vie modeste à laquelle il s'est fait lui-même, dit-il, et il n'éprouve aucun besoin de l'échanger contre la grande existence d'un ambassadeur en Angleterre. Ce qu'il désire c'est le règne de ses idées; ce qu'il veut assurer, c'est leur durée au pouvoir; ce qu'il lui faudrait, c'est qu'on lui garantisse que M. Thiers ne profitera pas de son absence pour abandonner le système du 11 octobre, ou le compromettre. D'après cela, M. Guizot ne refuserait peut-être pas l'ambassade, si deux ou trois de ses amis restaient en surveillance autour de M. Thiers. En un mot, il ne serait pas impossible que M. Guizot consentît à cet accommodement d'être le chargé d'affaires de la France sous la présidence de M. Thiers, si M. Thiers voulait laisser inspecter sa présidence par les fondés de pouvoir politique de M. Guizot.

Depuis huit jours, les feuilles qui composent la presse politique de Paris se sont franchement placées, quelle que soit leur nuance, en regard des conséquences du crime d'Alibaud. Aucune pourtant n'est descendue au fond des causes morales qui l'ont produit.

Est-ce insuffisance ou terreur? terreur sans doute, à la pensée des périls qui planent dans l'avenir, des obstacles vainement surmontés, et qui renaissent avec une perversité inépuisable de l'insolent démenti que l'attentat donne aux prévisions de toutes les doctrines. Les hommes d'action et de plume qui défendent depuis six ans, sur la brèche de la publicité, les idées écloses sous le feu de la révolution de juillet, ne sauraient prévoir ce qui est en dehors de la polémique de leur opinion, grâce à l'exclusive républicaine qu'ils professent pour tout ce qui n'est pas daté de 1830. Il en résulte que les voies anarchiques d'une scélératesse imprévue leur causent des douleurs qu'ils n'avaient pas, et des craintes infinies dont ils s'épouvantent de sonder trop avant l'origine.

Mais c'est plutôt insuffisance. Entendez-vous le *Journal des Débats* déclarer que, si les lois de septembre ne restreignent pas le fanatisme dans de justes limites, il n'y a plus rien à faire, et que les consciences ne sont pas du ressort de la politique du 13 mars et du 11 octobre? Ainsi une opinion tutélaire aurait fondé depuis 1830, malgré les haines incessantes dont elle fut abreuvée, elle aurait fondé, disons-nous et dit avec nous le *Journal des Débats*, l'ordre public dont nous avions tant besoin, la considération de la France à l'étranger, la réforme sagement progressive de l'administration intérieure, l'établissement d'une dynastie nouvelle, la prospérité du commerce et le crédit du trésor national; elle aurait fondé tout cela, et néanmoins, en face d'un régime atrocement exalté, la doctrine conservatrice demeure sans voix, sans ressource ou sans paradoxe? Une telle fin de non-recevoir n'est pas admissible, quand surtout elle émane de la feuille qui a le plus de prépondérance en Europe et le plus de gravité en France.

C'est que le *Journal des Débats* n'ose pas tout dire. Au fond du crime d'Alibaud il y a une dépravation organique, une folie subversive, une désaffection fanfaronne, dont les causes se rattachent à certains maux de l'ordre social entier qu'il serait facile de détruire avec un peu moins d'égoïsme qu'on n'en trouve ordinairement dans le pouvoir actuel. A cette guérison, il ne faut pour remèdes ni émeutes, ni bouleversements de fortune, ni changements dans le pacte fondamental; il ne faudrait qu'une administration qui s'occupât de l'amélioration impérieuse, non seulement dans les consolations qu'elle offre à la misère, mais aussi dans les moyens qu'elle doit chercher pour que des misérables ne se rencontrent plus. Le dénuement profond de Fieschi et d'Alibaud est un avertissement de haute philosophie politique. Ce que la religion et la liberté enfantaient naguère dans les têtes fiévreuses, la misère aujourd'hui le couve et le réchauffe. Il y a maintenant le fanatisme du bien-être, comme jadis le délire de l'esprit religieux et de la propagande révolutionnaire. Les crimes de Ravallac et de Louvel ne sont plus de notre époque; les attentats de Fieschi et d'Alibaud en sont au contraire la vivante et véritable plaie, moins par l'énormité politique de leur objet que par les dispositions morales dont ils furent le détestable résultat.

Voilà comment la presse conservatrice, à laquelle nous nous glorifions d'appartenir, aurait dû scruter les intentions du fanatisme inattendu qui se révèle si déplorablement parmi nous. Certes, le *Journal des Débats* trouverait des lois même pour réprimer les consciences en émoi et les convictions qui s'égarent, si ces lois étaient plutôt sociales que parlementaires. Quand, pour obéir à une majorité formée d'aventure, vous demanderez des mesures d'intimidation ou des ordonnances d'amnistie, cette

Quant à saint Pierre, il acheva son vol tant bien que mal, et la foule, qui depuis long-temps était déshabituée des aérostats, battit des mains à son ascension dramatique, et cria bravo à la descente, qui se fit sans accident.

Aussitôt tout ce qui était jeune et vigoureux se rallia autour de la croix nouvelle. Les martyrs qu'on était prêt à jeter aux bêtes furent emportés en triomphe hors de l'amphithéâtre; on donna des chaires à ceux qui prêchaient sur la borne; les disciples se firent soldats, l'école devient armée, des chefs furent élus, on marcha contre les places fortes de la rue de Richelieu et du boulevard Saint-Martin; les uns furent prises d'assaut, les autres par capitulation. On y plaça bonne garde pour défendre les poteries, et veiller sur le drapeau; et l'exercice du nouveau culte littéraire fut non seulement admis, mais reconnu.

Alors, et comme il arrive dans toute réaction, on dépassa le but qu'on s'était proposé: le peuple avait réclamé son admission au théâtre, on lui permit de l'envahir; au lieu de lui laisser une part rationnelle dans l'action, tout s'accomplit arbitrairement par lui. Il avait demandé d'être rouge, on le fit pivot; le sceptre fut jeté dans la boue, et le bonnet rouge placé sur le trône: on avait pris pour point de mire la liberté, l'on atteignit la licence. C'est, du reste, peut-être ainsi que doivent s'accomplir toutes les consolidations humaines. On guillotina Louis XVI en 1793, pour imposer à Louis XVIII la charte de 1814; on prit Berlin et Vienne, pour obtenir les frontières du Rhin; on fit la révolution de juillet pour mettre un chapeau à la place d'une couronne.

Maintenant il ne reste plus au peuple et au drame de 1836, pour consolider leur puissance, qu'une chose à oser. — c'est d'oser moins.

Alex. DUMAS.

palinodie aura bien momentanément un effet salutaire; mais la première solennité du vote une fois tombée, les mêmes faits monstrueux se présenteront, et alors, ni intimidation, ni amnistie ne seront plus suffisantes au danger de la situation que le temps a faite au pays. C'est précisément ce qui arrive à l'heure où nous écrivons.

Malgré les lois d'intimidation, déjà usées, malgré les promesses de clémence, qui ne se réaliseront plus que dénuées de grandeur et d'opportunité, le crime a été son chemin: il ira plus loin, nous osons le prédire; il marchera toujours, tant qu'on prendra pour sa destruction des mesures qui ne font qu'augmenter son existence.

Le ministère des finances avait été offert à M. Humann avant de l'être à M. Duchatel; s'il ne l'a pas accepté, il paraîtrait que cela vient du seul motif que le projet de conversion imaginé en dernier lieu par M. Thiers, et consistant dans une réduction d'un demi pour cent seulement, modifiait le projet de M. Humann, projet dont celui-ci ne voulait se départir sous aucun rapport.

Ce n'est pas à M. Lacoste, préfet de la Gironde, comme quelques journaux l'ont dit par erreur, mais bien à M. Meynadier, préfet de l'Oise, co-religionnaire et parent de M. Pelet (de la Lozère), qu'on destine le secrétariat général du ministère de l'instruction publique.

LA PRESSE a eu le rare bonheur, avant de naître, d'engendrer trois journaux nés de son principe économique et de ses calculs, livrés par nous dans un excès de confiance.

Dans son numéro de ce jour, le *Journal général de France* finit par injurier celui qu'il a commencé par piller. Ce fait est de sa nature trop vulgaire pour nous surprendre; depuis long-temps, nous le savons, les rôles sont changés: ce ne sont plus les contrefacteurs qui sont flétris par la loi, maintenant ce sont les auteurs contrefaits et volés qui sont impudemment accusés et injuriés par les charlatans qui vivent à leurs dépens.

Notre amour-propre ne saurait manquer d'être en tous points satisfait, car ceux de nos conseils mêmes que le *Journal général de France* avait d'abord rejetés comme trop absolus, il s'est empressé de les admettre dès le premier jour que LA PRESSE a paru: et au lieu d'un seul journal, notre idée se sera trouvée assez vigoureuse pour, du même coup, produire quatre journaux; attirer à elle plus d'un million de capitaux, et, d'une tentative isolée, faire toute une réforme dès le début.

Le fait de quatre journaux nés jumeaux, tous quatre dès le premier jour adoptés et dotés par le public, est la réponse la plus péremptoire que nous puissions faire à quelques intérêts froissés qui taxent nos prévisions et nos calculs d'inexactitude, sans oser toutefois l'espérer!

S'il en est ainsi, qu'on nous oppose des chiffres; l'arithmétique est le seul terrain sur lequel à cet égard il nous convient de nous placer; on ne nous trouvera jamais sur celui de la personnalité que lorsque la rectification d'un fait l'exigera impérieusement.

DÉBATS DE LA PRESSE.

Le *Journal des Débats* veut répondre aux accusations qu'ont soulevées contre le système du gouvernement l'attentat du 28 juin, la croissance constante des passions anarchiques correspondant à l'affermissement du gouvernement. Pour cela il pose en principe que les passions anarchiques sont ennemies de tout ordre quelconque, et que si même elles ne trouvent aucune provocation ni dans les actes du pouvoir, ni dans la sympathie des masses, elles s'irritent au spectacle de la tranquillité publique, et s'exaltent à mesure que les esprits se calment. C'est une conséquence nécessaire des révolutions, qu'il faut subir, parce qu'il n'appartient qu'à l'action combinée du temps et des lois de la faire cesser. A l'appui de cette thèse, le *Journal des Débats* résume rapidement l'histoire des tentatives anarchiques dont nous avons été témoins depuis six ans qui croissent en intensité en raison de la compression que leur opposent le pouvoir et les lois. C'est la destinée des factions vaincues, c'est l'éternelle loi des passions anarchiques: après l'exaltation, les révoltes; après la révolte, l'assassinat avec complicité; puis le crime du fanatisme, le crime isolé, le plus retentissant de tous.

A cet état de choses, l'opposition propose pour remède de détruire les obstacles qu'on a nécessairement élevés contre les factions: ses moyens sont l'amnistie et l'abrogation des lois de septembre. Mais on a vu les passions anarchiques à l'œuvre quand elles étaient en liberté, et cette expérience n'engage pas à renouveler l'épreuve. Elles résistent long-temps à la compression, mais elles finissent par céder.

D'ailleurs, les lois qui défendent le roi contre l'outrage le défendent aussi contre l'assassinat. Le roi a mérité la haine de quelques énergumènes en personnifiant, pour ainsi dire, les répugnances que le pays éprouve pour leurs détestables doctrines. Veiller sur les jours du roi est donc le premier devoir de ceux que la loi charge de cette mission sacrée. La vie du roi appartient à la France; les ministres en sont comptables à la France.

La *Gazette de France* trouve dans les réflexions du *Constitutionnel* et du *Journal des Débats*, et dans les harangues des hauts fonctionnaires, la preuve que l'ordre constitutionnel fondé par la charte de 1830 est considéré comme menacé de destruction si l'attentat contre Louis-Philippe eût réussi.

Elle prend acte de cet aveu du *Journal des Débats* que les factions ne sont comprimées qu'à l'extérieur, mais qu'elles vivent encore dans les consciences où les lois ne peuvent les atteindre; avec qui est la condamnation des doctrines; car c'est seulement dans l'assentiment des consciences que les pouvoirs sociaux puisent les garanties de leur durée et de la paix des peuples.

Le *National* poursuit sa polémique relative aux lois de septembre. Aujourd'hui il répond au *Journal de Paris*, qui avait pris acte de son aveu sur le silence forcé imposé à la presse par la loi d'intimidation, qu'il n'a voulu que protester contre l'insultante supposition émise par le *Journal des Débats*, que la presse s'était habituée à un joug; et il ajoute: «C'est qu'en effet aujourd'hui, comme au temps de Tacite...»

Le *National* reproduit dans le même numéro un article de M. de Fonfrède sur la nécessité et l'opportunité de la création d'une garde royale.

Il cite également le mandement de M. l'archevêque de Paris, qui donne aux curés l'ordre de chanter un *Te Deum* pour le prince qui gouverne la France à travers tant de périls. Le *National* y voit la négation du titre de roi à Louis-Philippe, la condamnation des principes en vertu desquels il règne, le conseil de se rapprocher du clergé.

Le *Courrier Français* répond au reproche de contradiction que lui adressait le *Journal des Débats*; pour être convenu que le gouvernement avait pris de la stabilité, et n'avait pas reconnu que ce fût par l'effet du système suivi par le gouvernement. Il soutient que c'est malgré le système que le gouvernement s'est établi solidement. Le *Courrier* reproche au *Journal des Débats* de confondre deux oppositions qui sont très distinctes: celle qui est décidément et radicalement hostile au gouvernement établi, qui l'a attaqué par les clubs et par la presse, qui n'est que comprimée, mais qui garde ses rancunes, et qui recommencerait la lutte si elle en trouvait l'occasion; et cette autre opposition qui a commencé par soutenir le gouvernement de juillet, et qui, malgré les fautes commises par ceux aux mains desquels le pouvoir est tombé, forcée de décider la question d'avenir entre l'opposition hostile et le gouvernement établi, l'a résolue à l'avantage du dernier. Cette dernière opposition ne s'est point résignée, comme on le dit, aux lois de septem-

bre; plus d'une liberté survit dans la charte, et ces mauvaises lois peuvent avec raison n'être pas regardées comme éternelles quand on voit déjà à demi vaincu dans le ministère le système dont elles sont l'expression.

Le *Constitutionnel* rapporte et analyse le rapport de M. Gauthier à la chambre des pairs sur le budget. Il signale ce fait, que la chambre des pairs, dont on avait dit qu'elle était devenue une simple chambre d'enregistrement, use au moins du droit de remontrance. Il reproche à M. Gauthier, qui réclame pour la chambre des pairs la faculté de discuter le budget, de n'avoir point su insister sur le moyen pratique d'exécution. Le *titutuel* propose la discussion successive de chaque budget.

La *Paix* fait sur le rapport de M. Gauthier des réflexions analogues; elle prend occasion des observations mêmes présentées par M. Gauthier, sur le fond du budget de 1857, pour montrer la valeur et l'insuffisance, dans le jeu habituel de nos institutions d'une assemblée législative indépendante et inamovible. Elle en voit la preuve dans l'expression donnée par M. Gauthier de son opinion sur Alger, qui certes eût empêché sa réélection par les Bordelais s'il eût fait partie de la chambre des députés.

L'*Impartial* plaide la thèse de la conciliation en remarquant que les partis politiques ne s'occupent plus avant de l'équilibre des pouvoirs; à maintenir ou à dégrader; c'est le système de bascule de la restauration. Aujourd'hui la société cesse d'osciller; elle se met en marche; il y a, vis-à-vis.

Or, la société aujourd'hui n'a pas d'autre intérêt dans l'ordre intellectuel que d'étendre le champ de la science; et dans l'ordre matériel, pas d'autre intérêt que de perfectionner l'industrie. En un mot, étendre les connaissances humaines, accroître les richesses sociales, voilà le but de la société.

NOUVELLES DIVERSES.

Le roi a présidé aujourd'hui le conseil des ministres.

Une dépêche de Milan, en date du 28 juin, annonce que les princes venaient d'y apprendre l'attentat du 28. A cette nouvelle, ils se sont mis aussitôt en route pour Paris.

Une dépêche de Lyon, en date du 1er juillet, annonce que les princes y sont arrivés à 4 heures et demie.

M. le duc d'Orléans a reçu aussitôt les officiers supérieurs de la garnison et les principaux chefs de service, qu'il a fait inviter à dîner. LL. AA. RR. ont quitté Lyon dans la soirée pour aller coucher à Tarare. Elles en sont parties ce matin, et doivent coucher ce soir à Nevers. Les princes sont en bonne santé; ils seront à Paris demain ou après-demain.

L'académie des beaux-arts s'est réunie aujourd'hui pour procéder à la nomination d'un membre en remplacement de M. Reicha. Le nombre des académiciens ayant droit de voter était de 53.

Au premier tour de scrutin, M. Halévy ayant réuni 50 suffrages, a été proclamé membre de l'académie des beaux-arts.

M. Amédée Pichot nous écrit pour nous informer qu'il ne s'était point porté comme candidat pour la place de bibliothécaire que laisse vacante la mort de M. Petit-Radel.

Voici la lettre que Mgr l'archevêque de Paris vient d'adresser à MM. les curés de son diocèse par suite de celle que Louis-Philippe a écrite aux évêques:

« Monsieur le curé,

« Un nouvel assassinat vient d'effrayer encore la religion et la société. Il n'est pas un chrétien, il n'est pas un Français, il n'est pas un homme d'honneur qui ne s'attriste profondément à la vue de ces efforts redoublés du crime, et qui ne repousse avec horreur les funestes doctrines dont ils sont le fruit.

« La divine Providence qui, selon l'expression de l'Ecriture, « conduit jusqu'à l'abîme, et qui en retire, » la divine Providence ne cesse de nous enseigner d'une manière aussi miséricordieuse que terrible, en nous montrant de nouveaux dangers, elle a détourné encore une fois de nouveaux malheurs.

« Si nous sommes dociles et fidèles à reconnaître les moments de sa visite, à profiter de ses leçons; si nous avons soin de la remercier de ses bienfaits, de la bénir dans tous les temps, d'implorer avec une humble confiance le salut qu'il n'appartient qu'à elle de donner aux rois et aux peuples, elle accomplira sur nous ces antiques promesses annoncées par la bouche des saints prophètes, et renouvelées à l'aurore de notre rédemption: « délivrés de toutes » craintes, nous servirons le Seigneur dans la sainteté et dans la justice, » marchant sans alarmes en sa présence, tous les jours de notre vie. »

« Conformément à la lettre close en date du 27 de mois, que nous venons de recevoir, il sera chanté, tant dans notre église métropolitaine que dans les autres églises de notre diocèse, le dimanche 3 juillet, à l'issue de la messe capitulaire ou paroissiale, un *Te Deum* solennel d'actions de grâces, pour la protection dont la main du Tout-Puissant a couvert la France, en conservant au prince qui la gouverne à travers tant de périls, des jours qu'il emploie à maintenir dans notre patrie le respect pour la religion, source de tout ordre véritable, base de toute bonne législation, sûr garant de toute paix, et fondement solide de toute félicité.

« Recevez, monsieur le curé, l'assurance de mon très-sincère attachement.

« HYACINTHE, archevêque de Paris. »

« Nous avons dit hier, par post-scriptum, la plaisanterie que M. le comte de Ch... a faite aux parieurs qui attendaient impatiemment le retour de M. le major Frazer de son rapide voyage à Bruxelles; c'est toute une amusante mascarade d'un domestique, vêtu à peu près comme l'était M. Frazer, au moment du départ, et la figure couverte de farine, pour simuler la pâleur de la fatigue, avait été placé sur un cheval de poste, et, suivi d'un postillon, il devait arriver à fond de train rue Taitbout, en traversant les boulevards.

M. le major Frazer paraît faire le voyage de Bruxelles à franc étrier, en trente-six heures: parti jeudi à deux heures après midi, il devait arriver vendredi à deux heures après minuit. En effet, avant hier, quelques minutes avant deux heures de la nuit, deux cavaliers débouchèrent à bride abattue sur les boulevards, et sont bientôt au rendez-vous de la rue Taitbout. Tous les amis de M. le major Frazer, réunis pour fêter son arrivée, s'empressent autour du premier cavalier pour le féliciter, et bientôt les applaudissements se changent en rires bruyants lorsqu'on reconnaît le valet de chambre de M. de Ch... »

M. le major Frazer n'est arrivé que vers les cinq heures du matin; il aurait perdu de quelques heures. L'affaire est au reste en délibéré; car un incident s'élève. M. le major Frazer expose que, n'ayant pas trouvé de chevaux à diverses postes, il a été obligé de se contenter de carioles lentes et inconfortables; il demande s'il n'y a pas lieu à l'annulation du pari; selon lui, sans le contre-temps inattendu qu'il signale, cette course de longue haleine eût été fournie dans le temps voulu. Voilà la grande question sur laquelle le Jockey-Club a dû se prononcer; il l'a résolue affirmativement. On assure que l'épreuve sera recommencée en janvier prochain.

Au reste, le pari n'était pas aussi considérable qu'on s'était plu à le publier; c'est 50 louis au lieu de 50,000 fr. qu'il faut dire; en réunissant la totalité des engagements particuliers, on trouverait à peine cette somme exorbitante.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

— On lit dans le *Journal de Paris*: « Le 27 juin, 1,500 factieux avaient envahi la Cerdagne espagnole; ils l'ont évacuée le 28, et se sont dirigés sur Castellar de Nuch.

Roz-d'Eroles était avec sa bande à Oliana.

Le brigadier Sanz occupe Organia, qu'il fait fortifier.

Une lettre du 29 annonce qu'une division carliste qui avait tenté d'envahir les Asturies a été repoussée; elle a beaucoup souffert de la désertion.

A son arrivée à Pampelune, Cordova a donné des ordres pour y concentrer, le 30, toutes les forces des environs. »

— On mande de Madrid qu'on fonde les plus grandes espérances sur les mouvements ultérieurs de Cordova. Son arrivée à cinq lieues du centre de l'insurrection fait pressager un mouvement hardi et rapide, qui porterait à la faction un coup fatal, et réaliserait ainsi les promesses que ce général n'a cessé de faire pendant son séjour dans cette capitale.

Au reste, on s'accorde à dire que le gouvernement de la reine fait les plus grands efforts pour que l'armée soit bien approvisionnée et le trésor rempli.

On s'entretenait à ce sujet à la bourse d'une opération du ministère des finances qui aurait pour effet immédiat de faire affluer l'argent dans le

caisses de l'état: il s'agit simplement d'anticiper sur l'impôt. Cette mesure, qui ne serait autre chose que la création d'une dette flottante, est depuis longtemps indiquée, et le ministre s'appuie, dit-on, pour la faire valoir et la populariser, sur les avantages qu'offrent aux particuliers les bons du trésor à Paris et ceux de l'échiquier à Londres.

COUR DES PAIRS.

La cour des pairs, dans son audience de ce jour, s'est déclarée compétente et a ordonné la mise en accusation de Louis Alibaud, âgé de 26 ans, commis-greffier à Nîmes (Gard), demeurant à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n. 5; taille de 1 mètre 72 centimètres; cheveux noirs, crêpus, un nez long, front bas et rond, sourcils noirs très marqués, yeux bleus, nez gros, bouche un peu grande, menton fourchu, barbe brune, gros favoris sous le menton, visage maigre et allongé, teint brun. Les débats s'ouvriront au jour qui sera ultérieurement indiqué, mais trois jours après en avoir donné connaissance à l'accusé. Beaucoup de pairs qui depuis longtemps n'avaient paru à la chambre assistaient à cette séance. On cite parmi eux M. le maréchal Moncey, M. le duc de Grammont et M. le général Compans. Il était quatre heures et quart lorsque l'arrêt a été rendu. La signature a duré plus d'une demi-heure. L'appel nominal a constaté la présence de 158 pairs.

VARIÉTÉS.

Philosophie de l'industrie. — Des Ecoles d'Economie politique au dix-neuvième siècle.

(Deuxième article.)

M. Sismondi ne s'est pas abusé sur les conséquences dangereuses de l'axiome: Laissez faire et laissez passer, et il a montré en regard combien ont été bienfaisantes, dans leur temps, certaines institutions attaquées comme des abus par les gros des économistes vulgaires. Telles sont les jurandes, les maîtrises et les corporations. Enfin il a cru nécessaire, il a invoqué l'intervention du pouvoir social pour régler les progrès de la richesse publique.

C'est cette invocation au pouvoir social, cette conception à priori d'une autorité réorganisatrice, qui rattache le plus visiblement M. Sismondi à l'école des novateurs. Et c'est précisément cette intervention du pouvoir dans les questions industrielles que déclinent obstinément les amis dont il partage les opinions politiques. Chose remarquable: ces messieurs paraissent même, au premier coup d'œil, meilleurs logiciens que M. Sismondi; car ils font de la politique avec la doctrine laissez faire, laissez passer, et ils sont très conséquents en appliquant cette doctrine aux faits industriels: politique négative, politique morte, il est vrai, mais qui a le mérite de mettre en saillie le lien qui unit la science des richesses à l'organisation sociale.

Mais le reproche fait à M. Sismondi devient un éloge, en ce sens qu'il abandonne la voie critique, et purement négative où ses amis restent enfoncés, pour se livrer à des conceptions spéculatives, il est vrai, mais d'une tendance organisatrice, et toujours il en a été ainsi. Toujours les philosophes, sortis les premiers de la vieille route battue par le vulgaire, ont prêté le flanc au reproche d'inconséquence; ils l'ont même mérité: car il est presque impossible à l'homme le plus avancé de ne pas subir le joug intellectuel des habitudes que ses premiers maîtres lui ont imposées. Tel est le publiciste qui nous occupe. Il n'a pu mettre d'accord ses principes économiques avec ses principes politiques: Il abandonne en économie politique la doctrine du laissez faire, laissez passer, parce qu'il en désapprouve les conséquences; mais il la conserve en politique: comme si l'esprit humain pouvait obéir à deux principes contradictoires! Assurément si l'intervention du pouvoir social doit régler les progrès de la richesse, on ne voit pas comment on soustrairait à son influence le développement des sciences, l'éducation, la direction des sentiments et de la morale. Certes, sur de pareilles données, la dissidence entre M. Sismondi et ses amis ne se bornerait plus à l'économie politique: ils arriveraient à ne plus s'entendre sur rien, si ce n'est peut-être sur les intentions, qui sans doute, de part et d'autre sont grandes et généreuses.

Le principe de la concurrence a dû être adopté du moment où on reconnaissait partout l'incapacité des directeurs politiques à donner à la société une impulsion convenable. Mais ce principe, semblable au dogme absolu de la liberté, ne renferme aucun moyen d'ordre et d'union; on pour mieux dire l'ordre et l'union ne sauraient ressortir que d'exceptions faites à la règle générale. Il y a donc lieu de rendre justice aux écrivains qui ont senti les premiers l'impuissance du principe vague de liberté, lorsqu'on l'applique à l'ordre social, cause première de tout perfectionnement.

On peut reconnaître sans inconvénient aujourd'hui que les corporations, les maîtrises et les jurandes étaient les seuls règlements que comportât pour l'industrie le régime féodal. La patronage dirigeant des maîtres sur les ouvriers correspondait parfaitement aux rapports qui liaient de serf au seigneur, le vilain au noble. La population entière subissait dans toutes ses parties la conséquence du principe social. C'est assez dire que ces institutions ne peuvent être rétablies, mais c'est en même temps signaler la lacune résultant du principe de liberté illimitée; et cette lacune devient plus sensible en pratique par les tentatives irrégulières, désordonnées que produit et produira incessamment l'esprit de compétition et d'antagonisme.

Les écrivains même des économistes américains servent à constater cette absence d'unité, et à montrer l'impuissance du principe critique pour hâter l'établissement d'une marche régulière si nécessaire aux progrès de l'industrie. Ils empêcheront de s'endormir dans une foi commune à la marche du temps. Car ce n'est pas le temps qui produit les richesses et qui crée les idées: ce sont les hommes qui agissent et méditent pendant le temps. Le rôle de la science est de prévoir et de diriger leurs efforts et leurs méditations. Est-ce là ce que M. Sismondi entend par le pouvoir social? est-ce le sens qu'il faut donner à l'expression: *Voix commune, intérêt de tous, sorte de Deus ex machina* des organisateurs des sociétés modèles, coopératives, phalanstériennes et autres? La question reste ouverte sur ce point. Mais les réformateurs les plus hardis, les utopistes les plus aventureux, n'hésitent pas à reconnaître, dès qu'ils veulent mettre un pied sur la terre, réaliser en fin, que le seul appui possible doit s'adresser au crédit. La se détermine en effet le point de contact entre les sciences morales et politiques; là est le critérium de tous les systèmes de toutes les écoles. Ce point n'a point été nettement éclairci par l'école anglaise.

M. Mac Culloch est l'homme en qui se résume le plus fidèlement aujourd'hui l'école économique du *statu quo*. Nul peut-être n'a mieux fait connaître l'origine, les progrès, les objets particuliers et l'importance de la science des richesses. Son erreur, qui est celle de toute cette école, est de vouloir poser les bases de l'organisation sociale à *posteriori*. Ainsi que Smith, il prétend s'élever de la division du travail, considérée même dans un individu isolé, jusqu'à la liberté du commerce entre les peuples. Mais la science des richesses, comme toute autre, placée à un point de vue spécial, ne peut parvenir à l'ensemble des phénomènes sociaux. On ne peut donc faire un reproche aux économistes anglais de n'avoir pu remonter de leur science particulière à la philosophie générale; à la conception du développement progressif et simultané des moyens d'activité humaine.

M. J.-B. Say, quoiqu'il ait combattu plusieurs propositions fort graves de l'école anglaise, n'en doit pas moins être regardé comme l'un des échos les plus fidèles de sa méthode et de ses procédés. Il est même à remarquer que les points qu'il a controversés sont ceux où les économistes anglais tendaient par voie de conséquence à corroborer les principes radicaux des théoriciens d'Amérique. Ainsi lorsque Ricardo, dans son grand ouvrage (1), présente comme principe fondamental que « la valeur échangeable ou le prix des marchandises dépendait uniquement des quantités de travail nécessaires pour les produire. » M. Say combattit ce mot unique, sentant bien qu'il conduisait à conclure que les profits fonciers ne faisaient pas partie des frais de production. Ainsi résuma-t-il la doctrine de Ricardo et de ses disciples en ces termes: « Le profit foncier ne serait donc que le résultat d'un monopole, et n'aurait d'autre effet que de faire

payer au consommateur une portion de valeur qui ne fait pas partie du prix nécessaire des choses. » Ce qui conduisit théoriquement à nier, sous le rapport industriel, la légitimité des redevances payées à titre de fermages, d'intérêts de loyers, aux propriétaires de terres, de capitaux et de maisons.

L'école américaine ne s'y est pas méprise et ne s'est pas inquiétée, comme M. Say, de mettre en question toute l'organisation dont la propriété, constituée comme elle l'est aujourd'hui, est l'unique base et le seul moyen de conservation. Ils ont ajouté à la conclusion tirée par M. Say que cette portion de valeur, payée au-delà du prix nécessaire, était précisément égale à la rente du propriétaire. Ils en ont conclu que le propriétaire qui afferme ses terres prélève gratuitement au moyen du fermage une portion des produits créés par le travail des hommes laborieux. Ils se sont élevés contre ce prélèvement. « C'est, disent-ils, payer un homme pour qu'il se repose, et laisse à d'autres la disposition des matériaux de la production. »

Mais loin de faire une telle concession, la théorie anglaise, développée très clairement par M. Say, considère comme un producteur le propriétaire d'un fonds de terre et d'un capital. Le sol même, selon lui, est producteur. C'est un outil dont le maître fait payer l'utilité sous la forme de profit foncier ou de fermage. La terre est utile aussi bien que le travail; et l'homme, propriétaire de la terre, vend le service productif du sol comme l'ouvrier vend le service productif de ses bras.

Ce rapprochement suffit à rendre bien sensible le point de division entre l'école américaine et l'école anglaise. La première se préoccupe de l'importance du travail humain. La seconde attribue la prééminence à la possession des instruments que l'homme met en œuvre. La première fait appel au droit, à la dignité de l'individu; la seconde à l'utilité, à la conservation de la société, au respect des droits acquis.

La raison de cette diversité se trouve dans la manière dont les écrivains de l'école de Smith ont essayé de circonscrire le champ de la science, son objet et son but. M. Say, qui offre le résumé le plus scientifique de ces doctrines, assigne la place distincte de l'économie politique entre la statistique et la politique. Selon lui, les richesses sont essentiellement indépendantes de l'organisation politique. Il croit justifier cette assertion par un fait souvent reproduit dans l'histoire: « On a vu, dit-il, des nations s'enrichir sous des monarchies absolues; on en a vu se ruiner sous des conseils populaires. » Mais n'était-ce pas une vue mesquine et étroite que de réduire la politique à l'étude des formes monarchiques, aristocratiques, démocratiques, etc.; en un mot, à une véritable statistique de l'organisation sociale. N'était-ce pas se condamner au vague, aux illusions qui résultent de cette idée, et s'approprier le genre d'embarras où tombe Robertson lui-même, lorsqu'il veut expliquer comment des constitutions tout-à-fait contraires produisaient, à Florence et à Venise, des résultats également avantageux?

Tel est en effet le reproche encouru généralement par l'école anglaise; elle est pratique, mais trop exclusivement. Elle s'occupe des faits: mais avec une courte vue, sans en chercher l'origine et surtout la portée et la tendance, sans en prévoir ni en préparer les transformations. Elle se cramponne au présent, qu'elle voudrait en quelque sorte cristalliser, plutôt que de s'engager sur le terrain vacillant des hypothèses et des prévisions lointaines. Par réaction, l'école américaine est théorique quand même! Armée du levier inflexible de la logique, elle ne recule devant aucune conséquence. Préoccupée, pleine de ce qui doit être, elle fait abstraction de ce qui est, et se prépare ainsi des mécomptes fâcheux, de poignantes déceptions. Car nous sommes à une époque où les forces sociales ne se laissent point détrôner, n'abdiquent point, n'acceptent pas la mort; toutes, quelles qu'elles soient, ont conscience de leur nécessité. Elles peuvent se transformer, elles le doivent assurément; mais elles ne sauraient cesser d'être.

Or, telle est la nature de tout ce qu'on nomme aujourd'hui privilèges, abus, monopoles, extorsions même, en matière de richesses. Ces entraves doivent tomber sans doute, mais dans l'intérêt combiné de tous, et de ceux qui les exploitent et de ceux qui en souffrent. Un simple aperçu des faits dans le passé rend évidente cette solution pour l'avenir. Il suffit, par exemple, d'observer dans l'histoire moderne le fait important de l'organisation des communes pour voir combien cette institution a préparé pacifiquement l'affranchissement du travail. Elle en a aussi constaté l'importance sociale, puisque, dès cette époque, le serf, émancipé de la glèbe, traitait d'égal à égal avec son maître. Il faudrait être plongé dans l'aveuglement pour nier que depuis cette transaction même, la société n'ait été constituée de plus en plus dans l'intérêt du travail. Y aurait-il donc témérité à conclure que la science économique proclamera d'accord avec la science politique ce résultat inévitable, surtout au moment où les hommes les plus avancés s'occupent de consolider l'édifice social, ébranlé par de brusques révolutions?

La grande valeur de l'école anglaise est d'être, par sa vulgarité acquise, un obstacle insurmontable à toute tentative de rétrogradation; et, par la faveur dont elle jouit près des hommes pratiques et positifs, de soumettre à l'épreuve de la prudence et de la maturité les expériences hasardeuses et irréfléchies de l'enthousiasme ou du charlatanisme. Ce sera à Smith une gloire immortelle d'avoir produit en corps de doctrine les principes qui si longtemps avaient manqué aux communes. Ces principes, érigés en vérités générales par la science, sont devenus l'occupation unique d'hommes du plus grand mérite. Grâce à leurs efforts, grâce à la méthode suivie par les uns dans la préparation du travail, à l'action exercée par les autres sur la raison publique, une importante innovation s'est opérée. Personne aujourd'hui, même dans les plus modestes réunions, ne s'étonne d'entendre délibérer sur les affaires de l'état de la même manière que sur celles d'un intérêt privé. L'association nationale se présente à chacun comme une grande entreprise industrielle, où chaque membre de la société réclame des jouissances et un bien-être proportionnel à sa mise. L'observateur ne peut se défendre d'un sentiment d'admiration quand il songe à la sagacité déployée dans ce travail lent et inopercu, et à la persévérance infatigable des savants économistes à nous frayer une route nouvelle vers le bonheur et la liberté.

Smith est l'Aristote de l'économie politique. De même que le précepteur d'Alexandre avait fait sa Poétique d'après ses observations sur les ouvrages des poètes nés avant lui, Smith aussi observe d'abord les procédés employés dans les différentes entreprises industrielles; puis il réunit ses observations, il en forme un corps, il généralise ses idées, il établit des principes; et l'esprit humain possède une science basée sur l'art d'acquiescer des richesses.

Mais, chose remarquable et preuve irréfragable de la simultanéité du progrès humain, presque tous les gouvernements qui existaient alors en Europe ont accueilli avec empressement le livre de Smith. Les gouvernements, qui semblaient n'en devoir appeler qu'à la force des baïonnettes, qui gravitaient encore sur la culasse de leurs canons: Dernier argument des rois: *Ultima ratio regum*, ouvrent eux-mêmes la carrière à la critique la plus forte, la plus directe, la plus complète qu'on eût jamais faite du régime féodal. En effet, chacune des pages de Smith pouvait servir à démontrer que les communes ou l'industrie étaient dévorées par ce régime, qui avait cessé d'être utile du jour où la poudre à canon avait rendu le vilain aussi bon soldat que l'homme d'armes. Chaque page montrait que les gouvernements, tels qu'ils existaient alors, tendaient continuellement à ruiner les peuples, puisqu'ils se bornaient à consommer, tandis que l'unique moyen de s'enrichir est de produire.

L'ouvrage de Smith pouvait cependant être considéré comme une collection de réformations détaillées de toutes les opérations financières des gouvernements. Sous ce rapport, il accomplissait une mission critique fort importante, puisqu'il poussait les peuples à changer les principes et la nature économique de leurs gouvernements. Mais, d'un autre côté, il prouvait qu'une nation ne pouvait prospérer que par les mêmes procédés qui enrichissent un manufacturier, un marchand; en un mot, que son seul but dans l'ordre matériel devait être de produire le plus possible avec les moindres frais possibles d'administration: théorie devenue populaire sous le nom de gouvernement à bon marché, et qui a soumis au contrôle du sens commun les prétendus arcanes de la haute science politique.

Ces idées remaniées, classées plus méthodiquement par M. Say, enrichies de considérations nouvelles, ont acquis le caractère de doctrine. La critique de la conduite des gouvernements du passé a pris un caractère plus clair; elle a été ramenée à une comparaison directe entre les principes d'une administration militaire, par conséquent rétrograde, violente, et ceux d'une administration industrielle, libérale et pacifique. M. Say obtint un triomphe analogue à celui de Smith. Les gouvernements les plus despotiques firent traduire son ouvrage. L'autocrate des

Russies accepta la dédicace des travaux de l'ex-tribun français. Partout en Europe s'élevèrent des chaires d'économie politique, où l'on enseignait que le gouvernement féodal et militaire est rétrograde et ruineux; que le budget conçu dans les vues et dans les intérêts d'un tel gouvernement est une absurdité; que le budget d'une nation doit être assimilé à celui d'une société occupée d'une entreprise d'industrie. Et un publiciste français, gendre de M. Say, M. Charles Comte, émit cette belle et utile idée: « Une nation ne peut s'organiser que pour l'un de ces deux buts: *voler ou produire*; c'est-à-dire, elle doit avoir le caractère militaire ou le caractère industriel, sinon sa situation politique est fautive, ses efforts s'entre-détruisent; ce n'est plus qu'une association bâtarde.

Après de tels progrès dans l'élaboration de la science, il ne restait qu'un regret à former: c'est que les savants n'eussent pas fait marcher du même pas les travaux d'enseignement; ou plutôt il reste à désirer que sa connaissance de l'économie soit plus généralement propagée parmi les hommes livrés à la pratique des travaux utiles. Il est merveilleux et cependant incontestable qu'une science si utile, si nécessaire, la science propre de l'industrie en un mot, soit de toutes les sciences existantes la moins abordable et la moins répandue.

Mais pour que la théorie économique qui obtient aujourd'hui de fait l'assentiment du pouvoir devienne susceptible d'un enseignement populaire, elle a un immense pas à faire. C'est de donner au problème social une solution plus praticable que les essais anarchiques de l'école américaine, mais aussi plus positive que la fin de non-recevoir dans laquelle l'école anglaise se renferme. Elle aura beau se débattre, demander du temps; ajourner la discussion; le temps est venu où une conception d'ordre social doit dominer les travaux des économistes. Que l'on y procède par l'analyse ou la synthèse, le résultat est identique; inutile de discuter sur le mérite des méthodes. Ce serait demander si pour faire jouer la pompe, il vaut mieux élever le piston que de l'abaisser.

L'école américaine part d'une synthèse vicieuse. Elle se forme à priori une idée du meilleur système social, et descend de là au fait de la production matérielle. Idée purement spéculative, puisée, de son propre aveu, la société, constituée comme elle l'est aujourd'hui, serait radicalement vicieuse. Or, si l'avenir qu'elle se figure doit être un développement de ce qui est, on ne peut concevoir comment le bien à naître sortirait du mal réalisé. Ce n'est donc pas la méthode américaine qui est fautive, c'est sa conception première.

Réciproquement, les économistes anglais triomphent de n'avoir pas de système. Tous, depuis l'auteur de la *Richesse des nations*, et à son exemple, entrent en matière par des points de détails, tels que la définition des mots *valeur, prix, production*, qui n'exigent aucune conception primitive sur l'organisation sociale. Mais cet accord unanime s'explique: il tient à ce que ces ouvrages ont été créés sous l'empire de la doctrine critique de liberté, véritable négation de toute doctrine sociale.

Or, une critique ne s'enseigne point: doctriner, c'est affirmer. Et qu'on remarque à quel embarras arriverait l'école anglaise, s'il fallait traduire en doctrine les faits qu'elle analyse avec tant de sagacité. Malthus et Ricardo, par exemple, après de profondes recherches sur le fermage, arrivent à ce résultat important: que « la différence de qualité des terres exploitées permet d'employer sans inconvénient une partie des produits sociaux à autre chose qu'à l'entretien des cultivateurs. » Voilà une vérité simple, exprimée clairement: mais l'école en déduira-t-elle un principe d'ordre social? non, elle s'en gardera bien. Elle pourrait le faire servir à ustifier le régime féodal et théologique. Sous ce régime, en effet, le fermage et l'intérêt, c'est-à-dire le loyer des instruments de travail, est bien une portion des produits de l'industrie dont les travailleurs pouvaient à la rigueur se priver; et ils s'en privaient bien aussi pour nourrir des guerriers, comtes, barons, chevaliers ou apprentis chevaliers; car ils avaient besoin de protecteurs armés pour travailler en paix, sans redouter le brigandage des barbares voisins. Mais aujourd'hui une pareille solution serait arriérée de plusieurs siècles. L'industrie se garde elle-même, et ses meilleurs défenseurs sont ses enfants. Le temps des cartes guerrières est passé. Et que répondre aux logiciens qui demanderaient pourquoi les bénéfices ont survécu aux charges? se taire serait le plus prudent; mais se taire, ce n'est point enseigner.

DEMERSAND.

BOURSE DU 2 JUILLET.

Hier la fin de la bourse annonçait de la faiblesse; aujourd'hui la hausse des fonds anglais a donné de l'activité aux opérations, et aux cours une fermeté qui s'est soutenue jusqu'à la clôture.

AU COMPTANT. Le 5 0/0 a haussé de 35 c. et le 3 de 50 c. La Caisse hypothécaire a haussé de 5 fr. Les actions de la banque et les Quatre-Canaux n'ont pas varié.

Les fonds espagnols ont haussé: la dette active de 1/2 0/0 et les anciens différés de 1/8. L'emprunt romain et la dette passive n'ont pas varié. La rente de Naples a haussé de 20 c. L'emprunt belge et le 3 0/0 portugais ont haussé de 1/8, et l'emprunt d'Italie de 2 fr. 50 c.

FIN DU MOIS. Le 5 0/0 a haussé de 35 c., le 3 0/0 de 25 c., et la rente de Naples de 15 c.

Il y a eu beaucoup de mouvement sur les fonds espagnols; la dette active, ouverte à 41 3/4, a fermé à 42 1/4 demandé. Les dispositions semblent indiquer de la hausse.

Après la bourse, à cinq heures, 80 fr. 65 c. demandé, 67 c. 1/2 offert.

AU COMPTANT.

Cinq 0/0 J. du 22 mars 1856,	108 65	Différée sans intérêt,	14 5/4
Quatre 1/2 0/0 J. 22 mars,		Dette passive,	
Quatre 0/0 J. 22 mars,		Belgique 1851 J. de mai,	103 1/8
Trois 0/0 J. 22 juin,	80 f 25, 40	B. de Belgique 1853, J. de janv.	
Emp. national,		Portugal 5 0/0 J. de juin,	
Bons du trésor,		— 5 0/0 J. de juillet,	
Act. de la Banq. J. de juillet,		— Miguéliste,	
R. de la V. de Paris J. de janv.		Emprunt du Piémont 4 0/0	1115
Ob. de la V. de Paris 4 0/0,	1202	Prusse 1852, avec prime,	
R. de Naples J. de juillet,	100 f 65	Hollande 2 1/2 J. de janv.	
Rome 5 0/0 J. de juin,	103	Haiti 1828 6 0/0 J. de juillet,	387 50
Esp. D. active 5 0/0 J. de mai,	42		

FIN COURANT.

	prem. cours.	plus haut.	plus bas.	dern. cours.	prime fin courant.	prime fin prochain.
Trois 0/0 en liq.						
Fin courant.	80 50	80 75	80 50	80 75		
Cinq 0/0 en liq.						
Fin courant.	108 75	108 90	108 75	108 90		
Naples en liq.						
Fin courant...	100 55	100 65	100 55	100 65		
Rome p. 5 0/0.	103					
Cortès.....						
Espagne 5 0/0.						
Emp. r. d'Esp.						
Rente perpétuelle.						
Différées.....	19 1/2					
Empr. belge.....	105 1/8					
Empr. prussien.						
Empr. portug.						
Empr. holland.						
Empr. sarde....						
Empr. autrich.						
Coup. de cortès						
Anglais du 25..						

Report du comptant à la liquid. proch.	
Trois 0/0	25 27 1/2
Cinq 0/0	55 57 1/2
Naples	27 1/2
Portugal 5 0/0	37 1/2

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, EMILE DE GIRARDIN.

Imprimerie de BETHUNE et FLON, rue de Vaugirard, n. 56.

(1) Principes de l'Economie politique et de l'impôt.